

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article13866>

Niger : Al-Qaida dissuade Paris de tenter de libérer les otages

- Terrorisme - France -



Date de mise en ligne : jeudi 23 septembre 2010

Spyworld Actu

La branche maghrébine du réseau terroriste dresse un parallèle avec l'opération de libération ratée de Michel Germaneau. Selon Aqmi, ces enlèvements interviennent dans un « contexte de représailles ».

Des enlèvements en signe de représailles. La branche maghrébine d'al-Qaida a sévèrement mis en garde jeudi la France contre toute opération visant à libérer les cinq Français enlevés par le groupe au Niger, rapporte jeudi le groupe de surveillance des sites islamistes SITE.

Dans un communiqué, mis en ligne sur un site islamiste, al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) indique que ces enlèvements interviennent dans un « contexte de représailles » promis à la France par le chef du groupe Abou Moussab Abdel Wadou. SITE indique que le communiqué constitue un avertissement à la France, visant à la dissuader de tenter une opération de libération « comme celle qu'ils avaient fait pour Michel Germaneau », [qui avait fini par être exécuté quatre mois après son enlèvement par Aqmi](#). Dans un enregistrement sonore diffusé le 25 juillet par la chaîne al-Jezira, Abou Moussab Abdel Wadou, avait justifié son exécution par la volonté de « venger » celle de combattants d'Aqmi tués trois jours auparavant, lors d'un raid franco-mauritanien en territoire malien.

Dans la nuit du 15 au 16 septembre, cinq Français, un Togolais et un Malgache, pour la plupart des collaborateurs des sociétés françaises Areva et Satom (groupe Vinci), ont été enlevés à leur domicile à Arlit, dans le nord du Niger. L'enlèvement a été revendiqué mardi par Aqmi. Al-Jezira avait annoncé mardi soir qu'elle disposait d'un message audio dans lequel le porte-parole de l'organisation islamiste, identifié comme Salah Abi Mohammed, indique « que les Moujahidine vont transmettre ultérieurement leurs demandes légitimes » au gouvernement français.

Les otages seraient en vie

Le ministre de la Défense Hervé Morin a affirmé jeudi que le « souci » de la France était de « pouvoir entrer en contact avec al-Qaida », ajoutant que Paris n'avait « pas reçu de preuve de vie » de ses ressortissants, mais avait « toute raison de penser qu'ils sont en vie ». « Pour l'instant, notre souci, c'est de pouvoir entrer en contact avec Al-Qaïda, d'avoir des revendications que nous n'avons pas », a-t-il expliqué sur déclaré M. Morin sur RTL. « Ce que nous souhaitons, c'est qu'al-Qaida puisse, à un moment ou à un autre, nous mettre au moins des revendications sur la table ».

Mercredi, le Quai d'Orsay avait déjà affirmé que la France a « de bonnes raisons de penser que les otages sont en vie ». Selon différentes sources dans la région, ils seraient désormais retenus dans le nord-est du Mali, dans une zone montagneuse du désert, adossée à l'Algérie. « Nous n'avons pas reçu de preuves de vie », a toutefois déclaré un porte-parole du ministère, Romain Nadal. Interrogé pour savoir si la France avait reçu un deuxième message de l'organisation islamiste précisant ses demandes, le porte-parole a répondu par la négative. Dans le même temps, le parquet antiterroriste de Paris a ouvert mercredi une enquête préliminaire, qu'il a confiée aux policiers de la Direction centrale du renseignement intérieur.

Mardi, le groupe nucléaire français Areva confirmait avoir reçu des autorités nigériennes une lettre datée du 1er septembre, qui faisait état de menaces d'enlèvement dans la région d'Arilit. Le document en question est [publié sur le site Internet du Monde](#). Dans cette lettre adressée aux dirigeants nigériens d'Areva, le préfet d'Arilit, le capitaine Seydou Oumanou, souligne que la « situation sécuritaire » dans la région où se trouvent les mines exploitées par Areva est « en train de se dégrader, particulièrement dans le département d'Arilit ». Il évoque notamment la présence dans la région d'une « colonne de huit Toyota » transportant un « groupe armé » le 23 août, et invite à « prendre au

sérieux » la menace d'Aqmi.

Ce groupe armé visait « l'enlèvement de matériel militaire et de personnel expatrié », selon « les renseignements » cités par le préfet. Sept otages, dont un cadre français d'Areva et son épouse, ainsi que cinq employés (trois Français, un Togolais et un Malgache) de son sous-traitant Satom, filiale du groupe Vinci, seront enlevés deux semaines plus tard.

« Tous les services de l'Etat mobilisés »

Nicolas Sarkozy a réuni jeudi un Conseil de défense et de sécurité restreint, le quatrième depuis l'enlèvement. La veille, le chef de l'Etat a assuré en Conseil des ministres que tous les services de l'Etat étaient mobilisés en permanence pour obtenir « dans les meilleurs délais » la libération des otages. Il a par ailleurs indiqué qu'il recevrait la semaine prochaine les familles des otages français.

Sur le terrain, quelque 80 militaires français se relaient à partir de Niamey pour mener des vols de reconnaissance, et « tenter de localiser les preneurs d'otages ». Selon des responsables américains, la France aurait aussi demandé l'aide de l'armée américaine pour tenter localiser les otages. Ces responsables ont toutefois refusé de donner le moindre détail sur cette assistance qui pourrait, selon les experts, aller de l'imagerie satellite à l'envoi de drones.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/internationa...>